

Unité interdépartementale des deux Savoie
3 rue Paul Guiton
74000 ANNECY

Annecy, le 05/04/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/03/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

PAPETERIES DU LEMAN S.A.

BP 43
74200 Thonon-les-Bains

Références : PRICAE-RC-24-007-CG
Code AIOT : 0006104664

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/03/2024 dans l'établissement PAPETERIES DU LEMAN S.A. implanté 1080 rue des vignes rouges 74500 Publier. L'inspection a été annoncée le 21/02/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PAPETERIES DU LEMAN S.A.
- 1080 rue des vignes rouges 74500 Publier
- Code AIOT : 0006104664
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La Papeterie du Léman est spécialisée dans la fabrication de papiers minces. Elle est réglementée par l'arrêté préfectoral du 20 avril 2009.

Soumise à la directive IED, elle a fait l'objet d'un dossier de réexamen qui a conduit à l'ajustement des prescriptions applicables à l'établissement à travers l'arrêté préfectoral complémentaire du 13 juillet 2017.

L'usine emploie 240 personnes. Elle produit 40 à 42 000 tonnes de papier par an sur 3 lignes :

- ligne 3 dédiée au papier cigarette à rouler (2300 tonnes par an) à base de pâte textile produite sur place
- ligne 4 dédiée au papier d'impression mince (marché en déclin constant), papier mousseline, papier cigarette, papier emballage (fenêtres)
- ligne 6 orientée sur les papiers minces alimentaires, marché en croissance.

Thèmes de l'inspection :

- Action nationale 2024 - sécheresse et sobriété hydrique
- Suites de l'inspection du 20 mars 2023 relative aux rétentions

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
7	Sécheresse – Cas des sites demandant une exemption aux restrictions – Cas 3	Arrêté Préfectoral du 16/05/2022, article Annexe 6	/	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
8	Sécheresse – gestion économe de l'eau - démonstration de la réduction du besoin en eau	Arrêté Préfectoral du 16/05/2022, article Annexe 6	/	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
10	Entretien de la rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 10/09/2020, article 4.7	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Réductions d'eau de l'exploitant	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2	/	Sans objet
2	Réductions imposables à l'exploitant	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2	/	Sans objet
3	Les installations exemptées	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 3	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Déclaration obligatoire en période de sécheresse	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2	/	Sans objet
5	Adaptations locales	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 5	/	Sans objet
6	Sécheresse – Connaissance du prélèvement et compteur	Arrêté Préfectoral du 20/04/2009, article titre II	/	Sans objet
9	Capacités de rétention des produits chimiques / magasin Ac forts et base fortes	Arrêté Ministériel du 10/09/2020, article 4.7-I et II	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
11	Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions	Arrêté Ministériel du 10/09/2020, article 4.7	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
12	Capacité de rétention des produits chimiques / magasin chauffé	Arrêté Ministériel du 10/09/2020, article 4.7-I et II	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a démontré une bonne connaissance de ses prélèvements et rejets d'eau, ainsi que des efforts de sobriété hydrique qui ont permis une réduction significative des volumes prélevés au cours des années précédentes, justifiant notamment l'exemption au cadre national sécheresse. Toutefois, la comparaison des résultats obtenus par rapport aux meilleures techniques disponibles du secteur reste insuffisante pour conclure à une utilisation d'eau effectivement réduite au plus faible possible.

En conséquence, des compléments sur le PSH ainsi que sur la comparaison de l'exploitation au BREF sectoriel sont requis. Dans l'attente, l'exploitant doit prévoir des mesures de diminution de prélèvement d'eau en cas d'épisode de sécheresse.

L'inspection a également analysé les réponses apportées par l'exploitant relatives à la mise en demeure concernant les rétentions de produits chimiques faisant suite à l'inspection du 20 mars 2023. Il ressort que des efforts significatifs ont été menés en particulier concernant l'organisation des stockages pour assurer la compatibilité des produits au sein d'une même rétention et le respect du volume stocké. L'inspection propose donc la levée de la mise en demeure.

L'exploitant est toutefois invité à rester attentif à l'application des consignes relatives à l'obturation des réseaux d'eau pluviales et au stockage adapté des produits selon le type de rétention (volume et dimension). En outre un document justificatif demandé au constat 6 de l'inspection du 20 mars

2023 reste non fourni, concernant la vérification de l'étanchéité des rétentions enterrées, et devra être envoyé à l'inspection sous 1 mois (constat 6 "Entretien de la rétention des produits chimiques" ayant fait l'objet d'une lettre de suite préfectorale).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Réductions d'eau de l'exploitant

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2
Thème(s) : Actions nationales 2024, Respect des mesures de restrictions déterminées par l'exploitant
Prescription contrôlée : I. - Les installations classées mentionnées à l'article 1er, à l'exclusion des installations et des exploitants mentionnés à l'article 3, sont soumises en période de sécheresse, en fonction des niveaux de gravité ci-après, aux dispositions suivantes : - vigilance : sensibilisation accrue du personnel aux règles de bon usage et d'économie d'eau selon une procédure écrite affichée sur site ; - alerte : réduction du prélèvement d'eau de 5 % ; - alerte renforcée : réduction du prélèvement d'eau de 10 % ; - crise : réduction du prélèvement d'eau de 25 %. [...] III. - Les réductions mentionnées au I sont atteintes au plus tard trois jours après le déclenchement du niveau de gravité correspondant. Si le prélèvement et le rejet en eau (direct ou indirect) ont lieu dans la même masse d'eau, les réductions s'appliquent à la consommation d'eau [...]
Constats : Sans objet, le site est exempté des mesures de restriction de l'arrêté ministériel selon son article 3 (voir le constat n°3).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Réductions imposables à l'exploitant

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2
Thème(s) : Actions nationales 2024, Respect des volumes de réduction imposés – volume de référence
Prescription contrôlée : II. - Le volume de référence auquel les réductions prévues au I sont appliquées est le prélèvement d'eau moyen journalier. Il correspond au maximum entre la moyenne des volumes journaliers prélevés calculés sur l'année civile précédente et la moyenne des volumes journaliers prélevés calculés sur le trimestre civil correspondant de l'année précédente. Cette moyenne peut être calculée en ne retenant que les jours d'activités réalisés hors période de restriction liée à la sécheresse. Pour le calcul du volume de référence, l'exploitant peut ne pas tenir compte du volume des usages de l'eau nécessaires à la sécurité et à l'intégrité des installations, à la protection et à la défense contre l'incendie, ainsi qu'aux usages permettant de satisfaire les exigences de protection de l'environnement, de santé publique et animale, de salubrité publique, de protection de personnes

et des biens et l'alimentation en eau potable de la population. Ce volume des usages de l'eau nécessaires notamment à la sécurité est néanmoins intégré dans le volume des 10 000 mètres cubes mentionné au I de l'article 1er.
Constats : Au vu du point de contrôle précédent, l'exploitant n'a pas déterminé de volume de référence.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Les installations exemptées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 3
Thème(s) : Actions nationales 2024, Installations non soumises à l'article 2
Prescription contrôlée : Ne sont pas soumis aux dispositions de l'article 2 : 1° Les installations nécessaires aux activités suivantes : - captage, traitement et distribution d'eau destinée à la consommation humaine (eau potable) ou d'eaux conditionnées (eau de source, eau rendue potable par traitements, eau minérale naturelle) ; - captage, traitement et distribution d'eau destinée aux établissements de santé, aux établissements et aux services sociaux et médico-sociaux ; - alimentation en eau pour l'abreuvement, la santé, la survie et le bien-être des animaux et le respect des règles sanitaires liées aux animaux ; - transformation agroalimentaire en flux poussé : transformation ou conditionnement en produits et ingrédients destinés à l'alimentation humaine et animale de matières premières d'origine agricole périssables à l'état frais, qui ne sont pas à l'état congelé, et dont la transformation ne peut être différée ; - production, distribution et cogénération d'électricité ; - production et distribution d'énergie produite à partir de sources renouvelables mentionnées à l'article L. 211-2 du code de l'énergie ; - production de médicaments d'intérêt thérapeutique majeur et leurs principes actifs ou de médicaments contribuant à une politique de santé publique définie par le ministre chargé de la santé ; - collecte, tri, transit, regroupement et traitement de déchets dangereux et non dangereux ; - nettoyage des textiles utilisés au sein d'établissements de santé ; 2° Les exploitants des établissements ayant réduit leur prélèvement d'eau d'au moins 20 % depuis le 1er janvier 2018 ; 3° Les exploitants des établissements utilisant au moins 20 % d'eaux réutilisées par rapport à leur prélèvement d'eau, sous réserve du respect des exigences sanitaires et environnementales en vigueur ; 4° Les exploitants des établissements nouvellement autorisés ou enregistrés depuis le 1er janvier 2023.
Constats : L'exploitant a présenté son analyse de l'applicabilité de l'arrêté ministériel dans un document envoyé à l'IIC le 18/07/2023, en réponse à un mailing du 17/07/2023 l'informant de l'atteinte du stade alerte renforcée de la ressource qu'il prélève. L'exploitant démontre par les volumes prélevés en 2017 et 2022 une réduction de 22,06% qui

<p>justifie l'exemption.</p> <p>Il ne se fixe donc pas de volume de réduction. Les volumes mentionnés dans le courrier de l'exploitant sont identiques aux volumes déclarés dans GERE, et justifient l'exemption à l'AM sécheresse au titre de l'article 3 - 2°.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Déclaration obligatoire en période de sécheresse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2
Thème(s) : Actions nationales 2024, Déclaration hebdomadaire
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>IV. - Lorsque les niveaux de gravité d'alerte renforcée ou de crise sont en vigueur, l'exploitant transmet, chaque semaine calendaire, au plus tard le mercredi, à l'inspection des installations classées, les volumes d'eau journaliers prélevés et consommés sur la semaine calendaire précédente et le volume journalier moyen prévisionnel prélevé et consommé pour les besoins de son installation pour la semaine calendaire en cours.</p> <p>Cette transmission est faite en utilisant le lien suivant :</p> <p>La dernière transmission est réalisée la semaine calendaire suivant celle de la levée des niveaux d'alerte renforcée et de crise.</p>
<p>Constats :</p> <p>Non concerné pour 2023 en raison de l'exemption à l'AM sécheresse au titre de l'article 3 - 2°.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Adaptations locales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2024, Prescriptions locales plus contraignantes
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Échéance : sans objet</p>
<p>Constats :</p> <p>Le cadre réglementaire départemental (ACS du 16 mai 2022) prévoit pour les ICPE des réductions plus sévères que celles de l'AM. Il permet l'exemption pour les entreprises démontrant au leurs besoins en eau utilisée pour le procédé de fabrication ont été réduits au minimum.</p> <p>L'exploitant a mis au point un document sous le format régional (PSH) qui démontre une forte réduction de prélèvement et des actions de réduction pérennes. L'exploitation est soumise à des prescriptions locales plus contraignante que l'AM.</p> <p>Les points de contrôle suivants détaillent l'analyse de la conformité à la réglementation locale.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Sécheresse – Connaissance du prélèvement et compteur

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/04/2009, article titre II
Thème(s) : Risques chroniques, Connaissance et suivi des consommations d'eau
Prescription contrôlée : <ul style="list-style-type: none">- Identification du ou des milieux de prélèvement- Plan des réseaux d'alimentation- Présence d'un (plusieurs) compteur(s)- Volumes prélevés- Respect des volumes prescrits le cas échéant- Vérification de la déclaration des volumes dans GEREPE le cas échéant
Constats : <p>Les consommations d'eau de l'installation ont été présentées et discutées en inspection, sur la base du Plan de Sobriété Hydrique mis au point par l'exploitant et communiqué préalablement à la visite, ainsi que plusieurs documents incluant le plan des réseaux et le synoptique des eaux brutes.</p> <p>Le milieu de prélèvement est identifié par l'exploitant comme la masse d'eau FRDR10251b (rivière la dranse de montriond en aval du lac). Ce point est à vérifier, car ce tronçon de rivière n'est pas situé au niveau du site ; en outre plusieurs masses d'eau souterraines existent au droit du site.</p> <p>En outre une alimentation en eau potable du réseau CCPEVA (commune de Publier) est également utilisée.</p> <p>La zone hydrographique de gestion de la sécheresse concernant le site est le bassin des Dranses (74).</p> <p>Le prélèvement en nappe est réalisé au moyen de 4 puits exploités par le site, chacun disposant de compteurs volumétriques avec télérelevé continu. Des compteurs complémentaires en entrée de 5 machines ou secteurs du site sont également présents et munis de télérelevés. Lors de la visite du site, deux puits ont été visités et n'amènent pas de remarque de l'inspection.</p> <p>Le volume d'effluent en sortie du site est suivi par un débitmètre en continu.</p> <p>L'AP du site prescrit un volume maximum de 17 000 m³/j en moyenne mensuelle et de 20 000 m³ en maximum journalier. La consultation des relevés de volumes dans les documents de suivi de l'exploitant confirme le respect de ces valeurs.</p> <p>Le total de consommation pour 2023 est de 2 257 581 m³, ce qui est conforme à un total calculé selon le volume maximum moyen mensuel (17000 x 12 =) 6 205 000. Il est à noter que cette valeur de prélèvement n'a pas été réévaluée lors de la mise à jour de l'AP en 2022 et ne reflète pas les valeurs de prélèvement effectivement envisagées par l'exploitant au vu de son activité actuelle et des efforts de sobriété.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Sécheresse – Cas des sites demandant une exemption aux restrictions – Cas 3

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/05/2022, article Annexe 6
Thème(s) : Risques chroniques, Présence du PSH visant à démontrer un besoin en eau réduit au

minimum

Prescription contrôlée :

Sont exemptés les établissements pouvant démontrer que leurs besoins en eau utilisée pour le procédé de fabrication ont été réduits au minimum (mise en œuvre des techniques les plus économes du secteur d'activité, respect d'une valeur de consommation spécifique économe par secteur d'activité.)

Constats :

Présence et contenu du PSH

Conformément aux exigences régionales, l'exploitant a mis au point un document selon le format fourni par l'inspection, présentant l'analyse des consommations du site et les solutions de réduction de consommation. Le document Plan de Sobriété Hydrique a été transmis à l'inspection préalablement à la visite. Le document est complet et satisfaisant dans sa forme ; il appelle toutefois des précisions qui seront à intégrer par l'exploitant dans une prochaine version qui sera à envoyer dans le cadre des suites de la visite.

En outre, la comparaison aux pairs doit être affinée pour démontrer que l'exploitant produit effectivement selon un besoin en eau réduit au minimum, afin de justifier d'une adaptation des restrictions de consommation d'eau en cas de sécheresse selon l'arrêté cadre sécheresse départemental.

En effet, les données de l'interprofession fournies par l'exploitant dans son PSH indiquent un prélèvement moyen de 23 m³/tonne de papier produite en 2023. Or l'installation présente un chiffre de 50,3 m³/tonne de papier produite en 2023. Ces valeurs ne démontrent pas l'atteinte des meilleures techniques disponibles.

Par ailleurs, les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD5), transposées dans l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 10 septembre 2020 (article 5.6) fournissent des prescriptions sur le débit des effluents, comme suit : "Le débit des effluents au point de rejet après traitement des eaux pour les différents secteurs ne dépasse pas les valeurs annuelles moyennes définies dans le tableau ci-dessous.

Le débit des effluents au point de rejet après traitement des eaux pour les différents secteurs ne dépasse pas les valeurs annuelles moyennes définies dans le tableau ci-dessous.

Secteur	Débit des effluents
Pâte kraft blanchie	50 m3/tSA
Pâte kraft non blanchie	40 m3/tSA
Pâte à papier au bisulfite blanchie	50 m3/tSA
Pâte au bisulfite de magnésium	70 m3/tSA
Pâte à dissoudre	60 m3/tSA
Pâte chimique au sulfite neutre	20 m3/tSA
Pâte mécanique	16 m3/t
Pâte chimicothermomécanique et pâte chimicomécanique	16 m3/tSA
Usines de papier utilisant des fibres recyclées sans désencrage	10 m3/t
Usines de papier utilisant des fibres recyclées avec désencrage	15 m3/t
Usines de papier d'hygiène utilisant des fibres recyclées avec désencrage	25 m3/t
Usines de papier non intégrées (hors papiers spéciaux)	20 m3/t

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Compléments à apporter au PSH

* Document support à l'onglet diagnostic : tous les compteurs sont à faire figurer sur un plan (par exemple le plan des réseaux BH4 soit un plan de synthèse au choix de l'exploitant).

* Onglet diagnostic :

- Analyser les volumes concernés par la ligne 61 ciblant les usages domestiques : le volume concerné semble élevé par rapport au nombre d'employés et aux usages sanitaires sur le site (pas de blanchisserie, pas de cantine notamment). Le cas échéant, scinder les réels usages sanitaires et l'utilisation pour le remplissage de la cuve de sprinklage qui a été évoqué par l'exploitant lors de la visite comme explication à cette valeur (à intégrer par exemple en ligne 5.b).

- Compléter la description de la répartition des utilisations d'eau en détaillant les volumes annuels des différents postes (dans la version initiale les consommations moyennes journalières sont présentées). Préciser que le volume de refroidissement (5.c) est inclus dans le volume "UAP" du volume 5.d.

-Il semble pertinent de distinguer en lignes 5.d.1 ; 5.d.2 ; 5.d.3 (etc) les différents postes listés en

ligne 79, ce qui correspond à distinguer les secteurs disposant d'un compteur en entrée : MAP4 ; MAP6 ; MAP3 ; UAP ; STEP ; PCC ; ENGIE.

* Onglet diagnostic : demande complémentaire au format standard du PSH. En raison de l'existence de valeurs MTD exprimées en volume d'effluent par tonne de papier produite, ajouter dans l'onglet diagnostic un tableau I.4) bis mentionnant l'évolution des rejets des années passées, sur une période temporelle aussi large que possible (a priori 2003, date de mise en service de la station de traitement interne).

* Onglet "Positionnement à l'état de l'art" du PSH

Les chiffres de consommation d'eau présentés dans le PSH, à la fois en valeur absolue et en indicateur de production (consommation par tonne de papier produite) montrent une forte baisse depuis la mise en place du suivi. Cette tendance est satisfaisante et justifie notamment l'exemption à l'AM sécheresse selon les critères de son article 2.

Analyse des meilleures techniques disponibles

L'exploitant fournit le cas échéant des valeurs de consommation spécifiques de la profession sur un secteur similaire à sa production.

Considérant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles du secteur production de pâte à papier, de papier et de carton, l'exploitant se positionne sur le type de secteur à considérer pour son activité, et fournit les chiffres de rejet d'effluent par tonne de papier produite. Il présente à l'inspection les conclusions de la comparaison aux MTD sous 3 mois (MTD 5, reprise dans l'AMPG du 10 septembre 2020 à l'article 5.6).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Sécheresse – gestion économe de l'eau - démonstration de la réduction du besoin en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/05/2022, article Annexe 6

Thème(s) : Risques chroniques, Validité de la demande d'exemption : analyse du contenu du PSH

Prescription contrôlée :

Sont exemptés les établissements pouvant démontrer que leurs besoins en eau utilisée pour le procédé de fabrication ont été réduits au minimum (mise en œuvre des techniques les plus économes du secteur d'activité, respect d'une valeur de consommation spécifique économe par secteur d'activité.)

Constats :

Analyse de la validité de la demande d'exemption

Conclusion sur la sobriété hydrique selon les données fournies dans le PSH - onglet "positionnement à l'état de l'art".

Vue la moyenne du secteur, des progrès semblent encore possibles, et ne justifient pas l'absence totale d'efforts de réduction en situation d'alerte sur la ressource.

En outre, un positionnement par rapport aux prescriptions de l'AMPG du 10/09/2020 est

nécessaire pour identifier le respect des prescriptions relatives au débit des effluents.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection observe que les efforts préexistants de sobriété hydrique sont significatifs mais ne justifient pas l'atteinte d'un besoin de prélèvement réduit au minimum. Ainsi il est nécessaire que l'exploitant se positionne sur les actions de réductions qu'il mettra en place en cas de situation hydrologique déficitaire, à tracer dans l'onglet III du PSH "recensement des actions de réduction". Des propositions d'action assorties de volumes économisés sont requis.</p> <p>En application de la doctrine régionale et de la doctrine nationale, il est demandé à l'exploitant de cibler pour chaque niveau de sécheresse au moins les diminutions de consommation requises par l'AM sécheresse en son article 2 I, diminutions à appliquer au volume de référence décrit à l'article 2 II de l'AM, qui devra être calculé par l'exploitant dans la prochaine version de son PSH.</p> <p>L'analyse des réductions proposées par l'exploitant pour chaque niveau de gravité est à fournir sous 2 mois. Toutefois si la ressource alimentant le site se trouvait en situation de gravité déclenchant des restrictions de prélèvement avant cette échéance, l'exploitant mettra en place des actions de réductions de prélèvement sans délai.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 9 : Capacités de rétention des produits chimiques / magasin Acides forts et base fortes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/09/2020, article 4.7-I et II
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 20/03/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription • date d'échéance qui a été retenue : 09/05/2023
<p>Prescription contrôlée : Article 4.7 de l'arrêté du 10 septembre 2020 Stockage</p> <p>I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; - 50 % de la capacité totale des réservoirs associés. <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de</p>

<p>rétenion est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ; - dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ; - dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 litres. <p>[...]</p> <p>Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, n'est permis sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés, et pour les liquides inflammables, dans les conditions énoncées ci-dessus.</p> <p>II. Les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les mêmes règles.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le magasin acides forts / bases fortes est visité. L'ensemble des produits sont stockés sur des rétentions de volumes satisfaisants ; des rétentions vides sont également disponibles. Toutefois une palette de 16 bidons de 20 litres d'acide chlorhydrique 33% est disposée sur une rétention de largeur légèrement inférieure à la palette. L'exploitant restera attentif à l'utilisation systématique de rétention de largeur adaptée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Levée de mise en demeure</p>

N° 10 : Entretien de la rétention des produits chimiques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/09/2020, article 4.7</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Rétention</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 20/03/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avait(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 13/07/2023
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 4.7 de l'arrêté du 10 septembre 2020</p> <p>Stockage</p> <p>[...]</p> <p>La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.</p> <p>L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) peut être contrôlée à tout moment.</p> <p>[...]</p> <p>II. Les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes sont étanches et reliées à</p>

des rétentions dimensionnées selon les mêmes règles.
[...]
III. Lorsque les stockages sont à l'air libre, les rétentions sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant et celles-ci sont éliminées dans les conditions définies à l'article 5.8 du présent arrêté.
Constats : Lors de la visite un déchargement venait d'être terminé au niveau du magasin chauffé. La vanne d'obturation des eaux pluviales disposait d'une clé fixe et une consigne relative à sa fermeture lors des déchargements était présente. La fermeture effective n'a pas pu être contrôlée (déchargement terminé). L'inspection rappelle que les regards d'eaux pluviales doivent être obturés systématiquement avant livraison pour que le stockage soit conforme. Il appartient à l'exploitant d'y veiller. La bordure de muret cassée observée au centre du magasin chauffé lors de la précédente inspection était intègre le jour de la visite. La réparation avait été démontrée par une photographie envoyée par l'exploitant le 5 juillet 2023.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Plusieurs actions correctives réalisées en réponse au constat de l'inspection du 20/03/2023 sont satisfaisantes. Toutefois dans sa réponse du 5 juillet 2023 l'exploitant ne fournit pas d'éléments relatifs à la demande suivante, qui reste à démontrer : "L'exploitant doit justifier à l'inspection sous 3 mois que les rétentions enterrées du site sont étanches."
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 11 : Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/09/2020, article 4.7
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 20/03/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription • date d'échéance qui a été retenue : 09/08/2023
Prescription contrôlée : Article 4.7 de l'arrêté du 10 septembre 2020 Stockage

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.
Constats : L'exploitant a communiqué le 5 juillet 2023 des éléments de réponse relatifs à la gestion de la compatibilité des produits stockés. L'exploitant a analysé l'ensemble des produits achetés au regard de leurs fiches de données de sécurité et des caractéristiques de compatibilité, et classés ces produits selon la zone du magasin pouvant les recevoir. Les données ont été intégrées au système informatisé de gestion des stocks. Les bons de livraison mentionnent le bâtiment et la zone de stockage prévue pour chaque produit, comme cela est indiqué sur un exemple de bon de livraison fourni suite à la visite.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 12 : Capacité de rétention des produits chimiques / magasin chauffé

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/09/2020, article 4.7-I et II
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 20/03/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription • date d'échéance qui a été retenue : 09/08/2023
Prescription contrôlée : Article 4.7 de l'arrêté du 10 septembre 2020 Stockage I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : - 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; - 50 % de la capacité totale des réservoirs associés. Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : - dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ; - dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ; - dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 litres. [...] <p>Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits toxiques ou dangereux pour</p>

l'environnement, n'est permis sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés, et pour les liquides inflammables, dans les conditions énoncées ci-dessus.

II. Les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les mêmes règles.

Constats :

L'exploitant a communiqué le 5 juillet 2023 des éléments de réponse relatifs à la capacité de rétention du magasin chauffé.

L'exploitant a calculé les capacités de stockage de chaque zone du magasin chauffé. Ces capacités ont été traduites en nombre de contenants (GRV) et affichées à l'entrée du magasin chauffé et dans chaque zone de stockage. Lors de la visite, les affichages sont en place et bien visibles ; la signalisation des zones du magasin est également bien lisible.

L'inspection note que chaque zone du bâtiment permet de stocker davantage de GRV que la quantité maximale permise et alerte sur le risque de dépassement. Sur demande de l'inspection, l'exploitant précise les modalités d'évaluation des quantités de produit : il s'agit de décompte visuel par dénombrement des GRV ou des palettes. Le décompte est réalisé par le cariste à chaque livraison et vérifié plusieurs fois par semaine par la technicienne environnement lors de ses rondes. L'exploitant précise qu'il ne considère pas efficace de prévoir un dénombrement selon le logiciel de suivi des stocks.

Le jour de la visite, les quantités de produits stockés sont satisfaisantes.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection constate que l'espace disponible dans les zones du magasin peut permettre le stockage d'un volume excessif par rapport au volume autorisé selon les rétentions existantes. L'inspection rappelle l'attention à porter au respect du nombre maximal de contenants.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure